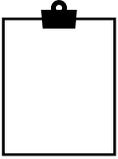


BILAN

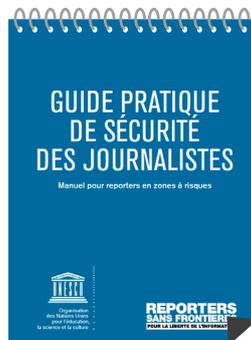
**des journalistes détenus, otages
et disparus dans le monde
2015**

**REPORTERS
SANS FRONTIERES**
POUR LA LIBERTE DE L'INFORMATION

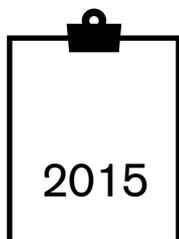


SOMMAIRE

	présentation	p. 3
54	journalistes otages	p. 4
5	affaires d'otages	p. 7
8	journalistes portés disparus	p. 9
153	journalistes détenus à ce jour	p. 10
5	figures de détenus	p. 12
1	guide pratique de sécurité des journalistes	p. 14

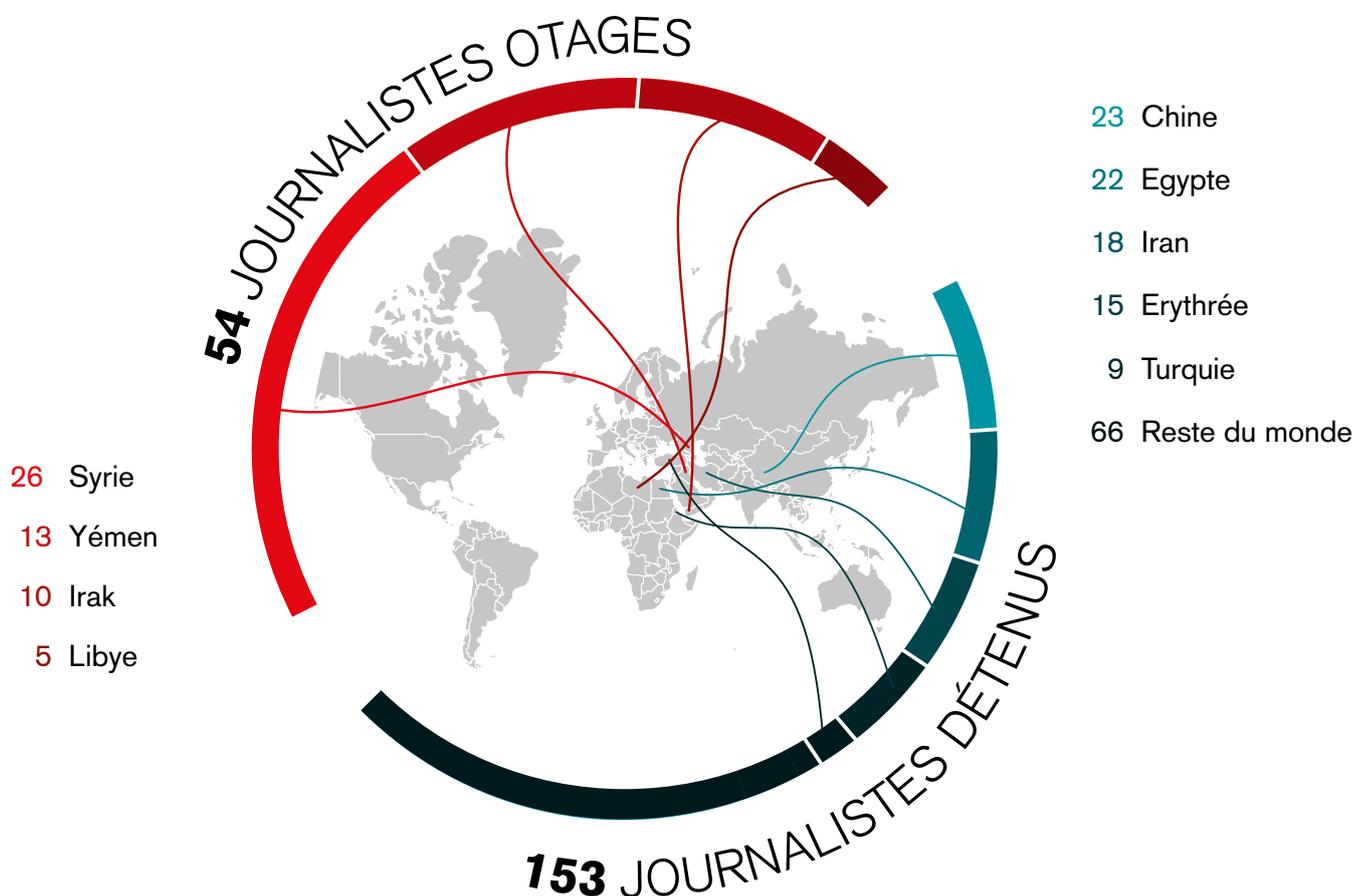


Pour la protection des journalistes RSF lance son nouveau Guide de sécurité en partenariat avec l'Unesco



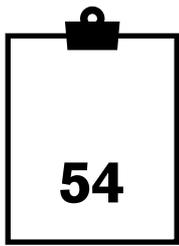
BILAN DES JOURNALISTES DÉTENUS, OTAGES ET DISPARUS DANS LE MONDE

Bilan au 15 décembre 2015



**8 JOURNALISTES
PORTÉS DISPARUS
EN 2015**



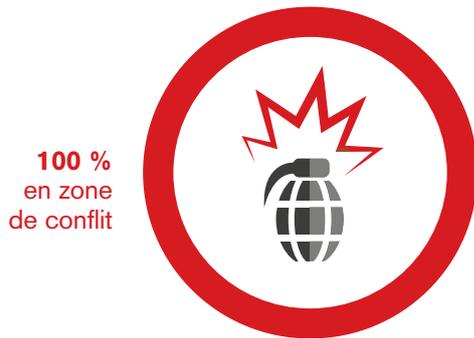


54

JOURNALISTES OTAGES À CE JOUR

+ 35 % ↗

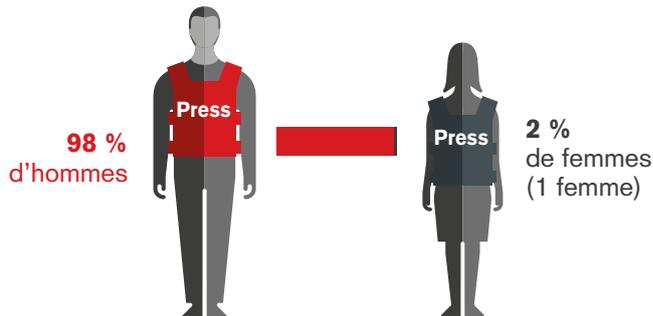
- + 3 journalistes-citoyens
- + 4 collaborateurs des médias



9 %
en Afrique
du nord



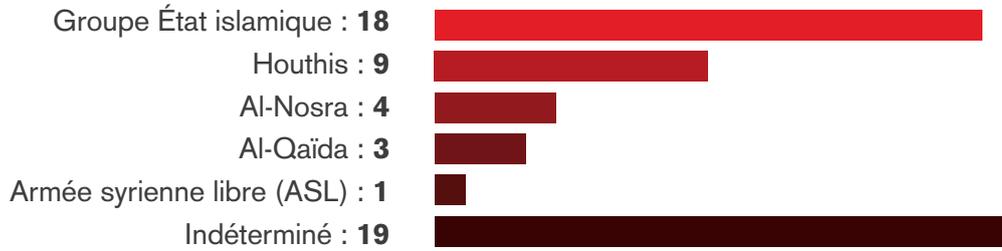
19 %
de journalistes
étrangers



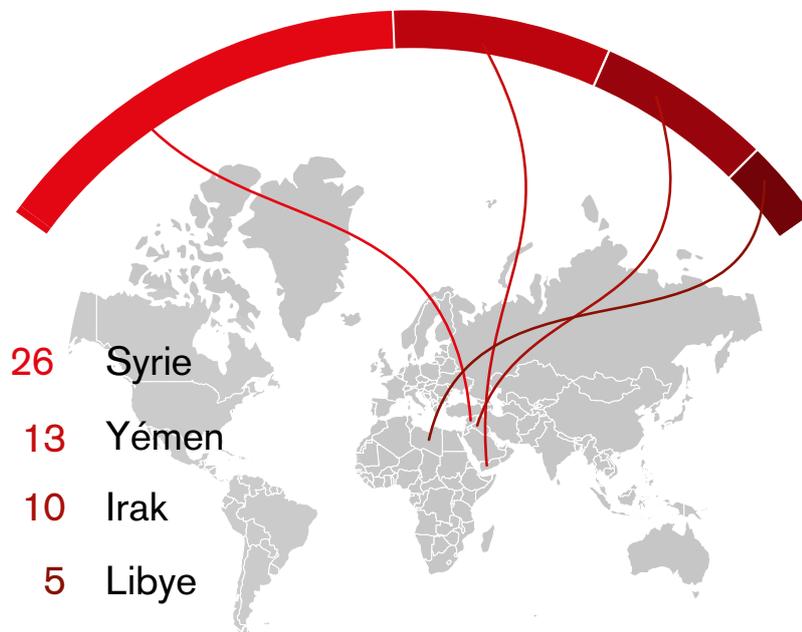
Cinquante-quatre journalistes sont, aujourd'hui, otages dans le monde, contre 40 l'an dernier à la même période, soit une hausse de 35 %. À ce chiffre accablant, il convient d'ajouter trois journalistes-citoyens et quatre collaborateurs des médias encore retenus par des groupes non-étatiques. Sans surprise, la Syrie arrive en tête des pays les plus dangereux. Les journalistes représentent des cibles faciles pour des groupes radicaux tels que Daesh ou le Front Al-Nosra, qui obtiennent non seulement rançons et leviers de pression, mais font surtout régner la terreur en réduisant au silence toute critique. Des régions entières du pays sont désormais devenues des « trous noirs de l'information ».

Depuis qu'en septembre 2014 les milices houthis ont pris le contrôle de Sanaa, la capitale yéménite, les enlèvements de journalistes sont devenus monnaie courante. Avec 13 journalistes professionnels, un journaliste-citoyen et un collaborateur des médias encore otages à ce jour, le Yémen devient le deuxième pays le plus touché par le phénomène, suivi de près par l'Irak et la Libye.

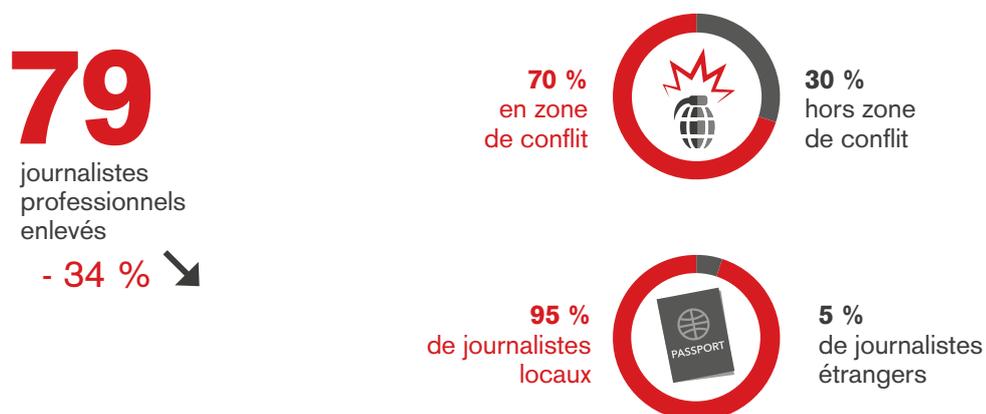
Les principaux preneurs d'otages de journalistes



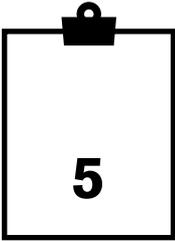
Une concentration dans quatre pays



Une nette diminution des enlèvements de journalistes au cours de l'année



Le nombre de journalistes enlevés pendant plus de 24 heures au cours de l'année (libérés, tués ou qui demeurent otages) a baissé. Un élément d'explication : l'Ukraine, qui concentrait le plus d'enlèvements de journalistes l'an dernier, n'enregistre aucun rapt en 2015. Si les zones sous le contrôle des entités séparatistes du Donbass restent en proie à l'arbitraire le plus total, le gel de la ligne de front, la baisse d'intensité des combats et la moindre présence de la presse internationale contribuent à cet état de fait. RSF fait également état d'enlèvements sur chaque continent, notamment en Afrique (Nigeria), en Asie (Pakistan) et en Amérique latine (Mexique).



5

AFFAIRES D'OTAGES

2015

LA SYRIE, PAYS LE PLUS DANGEREUX POUR LES JOURNALISTES



Ángel Sastre, José Manuel López et Antonio Pampliega

Trois espagnols aux mains d'Al-Nosra



Les journalistes espagnols Antonio Pampliega, Ángel Sastre et José Manuel López ont été enlevés à Alep, en Syrie, le 13 juillet dernier, en compagnie de leur fixeur Oussama Ajjan. D'après les informations de RSF, ces trois reporters de guerre expérimentés seraient, aujourd'hui, aux mains du Front Al-Nosra, tandis que leur fixeur aurait été relâché. Mais ces informations restent lacunaires. Les groupes non-étatiques ont développé une véritable « industrie d'otages » et prisent particulièrement les journalistes étrangers. Ceux-ci représentent des moyens de pression importants : des rançons peuvent être demandées aux gouvernements et la médiatisation autour de leur enlèvement est souvent plus importante que pour des journalistes locaux.



John Cantlie

Otage britannique du groupe État islamique

Le journaliste britannique John Cantlie n'est pas un otage comme les autres pour Daesh. Enlevé en 2012 avec son confrère James Foley (assassiné le 19 août 2014), il est instrumentalisé par ses ravisseurs qui l'utilisent comme porte-parole pour leur propagande médiatique. Il apparaît, ainsi, dans des vidéos scénarisées du groupe radical. La dernière manipulation aux dépens de Cantlie a pris la forme d'un article publié le 18 novembre 2015 dans le magazine en ligne *Dabiq* consacré aux attentats de Paris. Sous la signature prétendue du journaliste, Daesh y annonce la préparation d'attaques pires que celles perpétrées aux États-Unis le 11 septembre 2001.



Obaida Batal

Journaliste syrien aux mains de l'État islamique

Jeune reporter syrien, Obaida Batal a été enlevé le 25 juillet 2013 avec deux collègues, Hosam Nizam Al-Dine, ingénieur du son et Aboud Al-Atik, technicien, lors d'une attaque dans les bureaux de *Orient TV*, chaîne d'opposition à Tel Riffat, située à 40 km au nord d'Alep. Selon les sources de RSF, il serait aux mains du groupe État islamique, et sa dernière localisation connue serait Raqqa, fief du groupe radical. Lors de son enlèvement, des hommes armés ont pillé les locaux de la chaîne, s'emparant notamment des ordinateurs, du matériel vidéo et du véhicule de diffusion.

LES JOURNALISTES CIBLÉS AUSSI AU YÉMEN ET EN IRAK



Salah Al Qaidi

Otage yéménite des Houthis (Yémen)

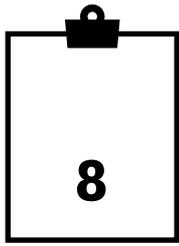
Le journaliste Salah Al-Qaidi a été enlevé par les Houthis le 28 août dernier à Sanaa. D'après les renseignements recueillis par RSF, il a été torturé puis transféré dans un lieu de détention du quartier de Habra en octobre. Depuis, aucune information n'a filtré sur son sort. À Sanaa, les médias ont été saccagés et peu de journalistes indépendants sont encore présents. Au moins 15 journalistes professionnels, journalistes-citoyens et collaborateurs des médias seraient, aujourd'hui, aux prises des Houthis. Le sort de ces reporters est très préoccupant, les rebelles houthis ne respectant pas les conventions de Genève et n'hésitant pas à utiliser ses otages comme « bouclier humain » dans le conflit qui ravage le pays.



Zakir Khalil

Otage irakien du groupe État islamique à Mossoul (Irak)

Rédacteur en chef du journal local *Al-Mizan*, Zakir Khalil a été enlevé par Daesh à Mossoul le 3 février dernier. Le groupe extrémiste l'avait accusé de « trahison et espionnage » pour avoir couvert la prise de Mossoul, tombée sous le contrôle de l'EI le 10 juin 2014. À ce jour, RSF ne dispose d'aucune autre information sur son sort. Avec au moins 48 enlèvements et 13 exécutions de journalistes et journalistes-citoyens perpétrés par Daesh depuis juin 2014, la cité du nord de l'Irak est devenue un « trou noir de l'information ». Face à cet enfer, près de 60 journalistes (professionnels ou non) et collaborateurs des médias ont fui la ville.



JOURNALISTES PORTÉS DISPARUS

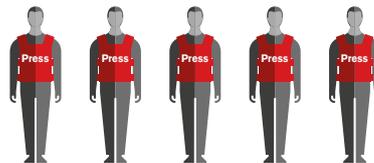
2015



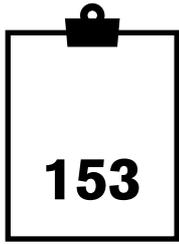
Un journaliste est considéré comme disparu quand il n'y a pas suffisamment d'éléments pour déterminer qu'il a été victime d'un homicide ou d'un enlèvement, et qu'aucune revendication crédible n'a été diffusée. En 2015, la région Moyen-Orient-Afrique du Nord totalise le plus grand nombre de disparitions de journalistes. Mais ce phénomène existe depuis de nombreuses années en Amérique latine, en Afrique et en Asie. L'incertitude qui plane sur le sort des disparus constitue une arme redoutable de dissuasion envers ceux qui souhaiteraient se rendre en mission dans des zones à risques.

Les journalistes disparaissent majoritairement dans les zones de conflits où l'instabilité sur le terrain s'ajoute à la difficulté des enquêtes pour les retrouver — quand enquête il y a. La Libye, où il est de plus en plus difficile d'obtenir des informations fiables, est le pays le plus concerné.

Cinq journalistes de *Barqa TV* disparus en Libye



Leurs proches étaient sans nouvelles de leur sort depuis une mission d'investigation en août 2014. La disparition des quatre journalistes libyens Khaled Al-Subhi, Younès Al-Mabrouk, Abdussalam Al-Maghrebi, Youssef Al-Qamoudi et du caméraman égyptien Mohamad Galal de la chaîne privée *Barqa TV* n'a été rendue publique que le 25 avril 2015. À cette date, le gouvernement de Tobrouk a annoncé que les cinq journalistes avaient été assassinés, sans communiquer des éléments de preuve permettant de confirmer ou d'étayer leur déclaration. Face au manque criant de transparence dans la conduite de l'enquête, RSF considère les cinq journalistes comme disparus et n'a eu de cesse de solliciter les autorités libyennes et la Manul (Mission d'appui des Nations unies en Libye) pour que la lumière soit faite sur leur disparition, comme sur celle des journalistes tunisiens Sofiane Chourabi et Nadhir Ktari, disparus en septembre 2014 et déclarés mort par le gouvernement de Tobrouk.

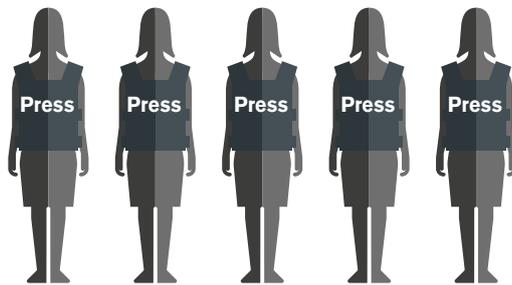


153

JOURNALISTES DÉTENUS À CE JOUR

- 14 % ↘

- + **161** journalistes-citoyens
- + **14** collaborateurs des médias



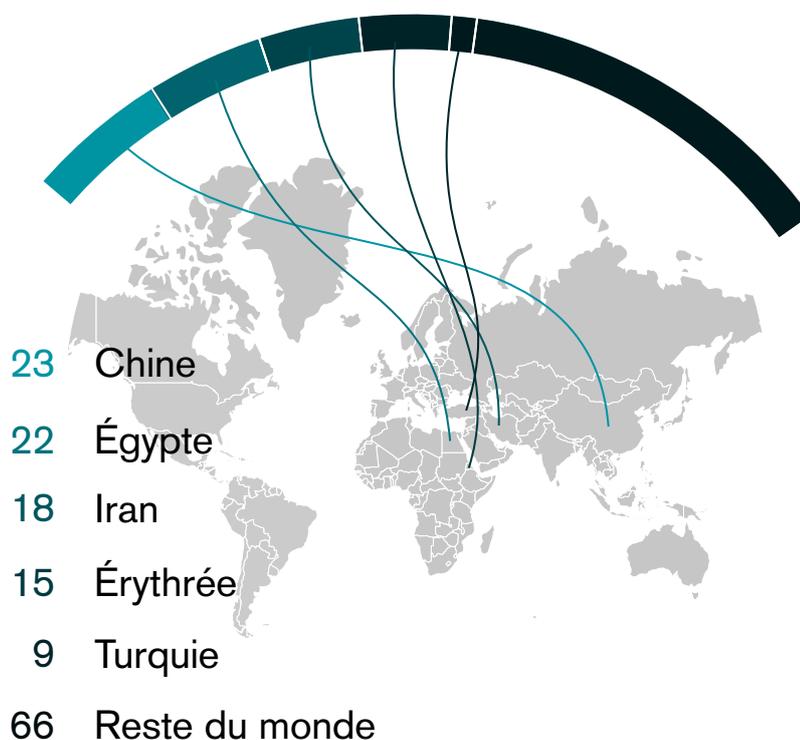
5 femmes journalistes professionnelles
détenues à ce jour (3%)



1 journaliste professionnel étranger
détenu à ce jour (0,7%)

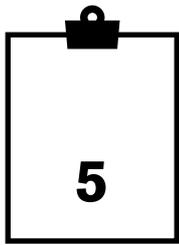
À ce jour, 153 journalistes professionnels, 161 journalistes-citoyens et 14 collaborateurs des médias sont en détention pour avoir exercé leur travail. C'est moins qu'en 2014 (178 journalistes et 178 journalistes-citoyens emprisonnés). La Chine, l'Égypte, l'Iran et l'Erythrée demeurent parmi les plus grandes prisons du monde pour les journalistes. En Iran, l'énième vague d'arrestations contre des journalistes accusés de faire partie de « réseaux d'espionnage » en novembre 2015, ou encore la détention arbitraire du correspondant américano-iranien du *Washington Post* Jason Rezaïan depuis un an et demi, sont les manifestations de ces pratiques. Actuellement, cinq femmes journalistes sont incarcérées dans le monde et un journaliste étranger est détenu en Turquie. Mohammed Rasool, journaliste irakien de *Vice News* incarcéré depuis le 27 août 2015, est accusé de terrorisme par les autorités turques pour avoir participé à une mission d'investigation à la frontière syrienne sur le thème de la question kurde.

Les cinq grandes prisons du monde pour les journalistes professionnels



La Turquie : de nouveau parmi les plus grandes prisons du monde

Nouvelle illustration de la spirale répressive dans laquelle s'enfonce la Turquie, le pays fait son retour parmi les cinq plus grandes prisons du monde pour les journalistes professionnels. Même les journalistes étrangers ne sont plus épargnés, comme en atteste l'arrestation fin août d'une équipe de *Vice News* dont le fixeur irakien est toujours actuellement en détention. Dernière démonstration de l'instrumentalisation de la justice par l'exécutif : l'incarcération, le 26 novembre, de Can Dündar et de Erdem Gül, respectivement directeur de la rédaction et représentant à Ankara du quotidien *Cumhuriyet* — média lauréat du Prix RSF pour la liberté de la presse en 2015. Les deux journalistes sont poursuivis pour « soutien à une organisation terroriste », « espionnage » et « divulgation de secrets d'État » — des chefs d'inculpation passibles de la prison à vie — pour un article publié fin mai sur de possibles livraisons d'armes des services secrets turcs (MIT) en Syrie.



FIGURES DE DÉTENUS

2015



Raouf Mirkadyrov (Azerbaïdjan)

Après l'avoir laissé croupir un an et demi en détention provisoire, les autorités azerbaïdjanaises ont finalement ouvert le procès du journaliste indépendant Raouf Mirkadyrov, le 4 novembre dernier. Il avait été arrêté en avril 2014 avec la complicité des autorités turques au motif absurde de « haute trahison » et « espionnage pour le compte de l'Arménie ». La Turquie, où il résidait depuis trois ans, a résilié son visa de travail sans explication avant de l'extrader. Depuis, sa détention provisoire a été prolongée, mois après mois, malgré la détérioration de son état de santé. Son procès se tient désormais à huis clos sans que ses proches puissent assister à l'audience. Comme la célèbre journaliste d'investigation Khadija Ismaylova, Raouf Mirkadyrov, connu pour ses positions critiques envers les autorités azerbaïdjanaises, turques et russes, est l'une des victimes de l'intensification de la répression contre les médias indépendants par le gouvernement d'Ilham Aliev depuis deux ans.



Wang Xiaolu (Chine)

Arrêté le 25 août 2015 pour avoir écrit un article sur la Commission de réglementation des marchés boursiers chinois (CSRC), le journaliste économique Wang Xiaolu est détenu arbitrairement par les autorités chinoises qui lui reprochent d'avoir fabriqué des informations ayant précipité la chute de la Bourse de Shanghai à la fin du mois de juillet. Depuis aucun autre élément n'a été communiqué sur son sort. En Chine, première prison du monde pour les journalistes, tout sujet sensible est soumis au puissant appareil de censure des autorités.



Narges Mohammadi (Iran)

Arrêtée depuis le 5 mai dernier pour purger une peine de six ans de prison, la journaliste iranienne et porte-parole du Centre des défenseurs des droits de l'Homme Narges Mohammadi est détenue à la prison d'Evin sans accès aux soins médicaux dont elle a besoin ni autorisation de contacter son mari et ses enfants exilés en France. RSF est très préoccupée par son état de santé. La journaliste a été hospitalisée à Téhéran à la fin du mois d'octobre, menottée à son lit, puis réincarcérée dix jours plus tard contre l'avis des médecins. Inculpée pour « action contre la sécurité nationale et publicité contre le régime », Narges porte à son actif un lourd historique de harcèlements judiciaires : elle a été arrêtée, condamnée, hospitalisée et relâchée à de nombreuses reprises depuis 2010. Son cas est emblématique des pratiques judiciaires en Iran, deuxième prison du monde pour les journalistes, où le système judiciaire est contrôlé par le Guide suprême de la révolution iranienne, l'ayatollah Ali Khamenei, et orchestré par les Gardiens de la révolution, l'armée d'élite du régime islamique, afin de museler toute information critique.



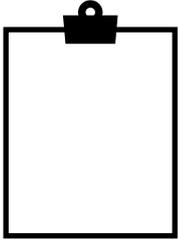
Abdullah Al Fakhrani (Égypte)

Détenu pendant deux ans, sans procès, pour avoir couvert des manifestations pro-Morsi sur la place Rabaa Al-Adawiya au Caire, Abdullah Al-Fakhrani, jeune reporter et cofondateur du site d'information *Rassd*, est l'un des six journalistes condamnés à la prison à perpétuité par les autorités égyptiennes en avril dernier. Le journaliste avait été accusé de « soutien à une organisation terroriste » et d'avoir organisé une « salle des opérations » visant à orchestrer des attaques contre le gouvernement lors des manifestations d'août 2013. Le 3 décembre, lors de leur procès en appel, la justice a décidé de réétudier leur cas. L'Égypte est l'une des plus grandes prisons du monde pour les journalistes en 2015.



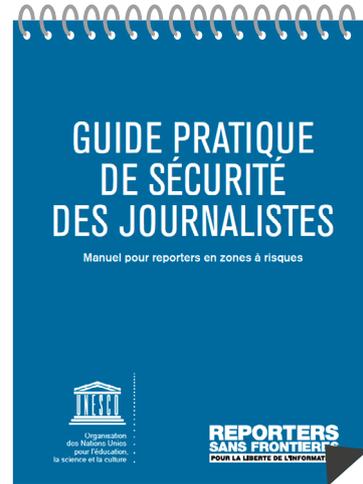
Egide Mwenero (République démocratique du Congo)

Technicien de radio burundais, Egide Mwenero a été arrêté le 14 octobre 2015 à Uvira, près de la frontière burundaise, dans les locaux de la radio *Le Messenger du Peuple*, lors d'un raid des services de renseignements nationaux congolais (ANR). Il travaillait sur une émission produite par la *Radio publique africaine* (RPA), interdite depuis le 27 avril au Burundi. Transféré le 2 novembre à Kinshasa, situé à 2 500 km de Bujumbura, il est aujourd'hui détenu dans un lieu tenu secret, très probablement sous le contrôle de l'ANR connue pour son traitement violent des prisonniers. Non content de brimer les journalistes et médias congolais, la République démocratique du Congo se fait désormais le bras armé de la censure burundaise sur son territoire. Une démarche qui ne laisse rien présager de bon dans le contexte des élections prévues fin 2016. Depuis le début de l'année, au moins dix médias congolais ont été censurés, une dizaine de journalistes brutalisés et plusieurs autres arrêtés arbitrairement par l'ANR.



GUIDE PRATIQUE DE SÉCURITÉ DES JOURNALISTES

2015



RSF publie une nouvelle version de son Guide pratique de sécurité des journalistes

Destiné aux journalistes qui se rendent en mission dans des zones dites « à risques », ce guide dispense des conseils pratiques pour conjurer les dangers du terrain. Conflits armés, épidémies, catastrophes naturelles, manifestations... les situations à risques sont nombreuses et les reporters doivent pouvoir se préparer au mieux. Ce guide n'oublie pas qu'à l'ère d'Internet et des Smartphones, la cyber-sécurité est devenue un défi majeur pour la protection des journalistes en zones de conflits ou sous régime répressif. De nombreux conseils sont prodigués pour permettre ainsi de protéger leurs sources, leurs données et leurs communications.

Ce guide insiste également sur l'importance d'une bonne préparation avant le départ, tant sur un plan physique que moral, et sur la nécessité d'un debriefing et d'une aide psychologique si d'éventuels signes de stress post-traumatiques venaient à être détectés au retour de mission.

Outre les précautions sanitaires et administratives, le *Guide pratique de sécurité des journalistes*, également agrémenté des témoignages de grands reporters, rappelle aux médias qui envoient des journalistes sur le terrain, l'importance de la formation et du dialogue afin qu'ils partent aguerris et confiants.